

Espace ouvert à l'expression des élus du Conseil municipal

Les textes publiés engagent la seule responsabilité de leurs auteurs



Joël Allain
Conseiller municipal délégué à l'intercommunalité et au budget

Majorité municipale – élus du groupe Front de gauche, communistes, et citoyens

Malakoff pour le climat

“À l’approche de la Cop 21, conférence sur le climat, le *greenwashing* (verdissement) va bon train, du sommet de l’État aux entreprises les plus polluantes.

Malakoff ne fera pas ces acrobaties. Du bilan énergétique des bâtiments communaux (1974) aux dernières initiatives sur le vélo, le compostage ou les jardins partagés, la Ville a toujours associé luttes sociales, citoyennes et initiatives communales pour le développement durable :

- demande de couverture du périphérique (1979), mise en échec du projet Muse du département, refus de l’élargissement du boulevard Gabriel-Péri;

- véhicules communaux électriques depuis plus de quinze ans, GNL, soutien à la coulée verte, limitation de l’usage des produits phytosanitaires, biodiversité sur les talus du TGV et murs antibruit, isolation des bâtiments communaux et des logements sociaux, fleurissement, l’Hirondelle (2001), politique de tri sélectif des déchets ménagers, éclairage public limitant la pollution lumineuse, panneaux solaires sur la MVA et certaines écoles, etc.

Le plus important est sans doute ce qui ne se voit pas spontanément :

- une politique en faveur du logement social, limitant ainsi les déplacements domicile-travail et donc la pollution des transports;
- des investissements considérables dans l’assainissement via l’agglomération;
- des règles d’urbanisme favorables au maintien des espaces verts privés donnant à Malakoff le caractère vert tant apprécié.

C’est un bilan substantiel à enrichir encore. Dans l’esprit de la charte Alternatiba signée par notre Maire, nous exigeons la couverture complète du périphérique. Nous agissons pour la mise en œuvre du plan de lutte contre le bruit. Nous sommes favorables à l’extension des mesures contre la pollution de l’air en vigueur à Paris. Les élus Front de gauche veillent attentivement à la réalisation des travaux liés au nouveau métro pour que les besoins et les inquiétudes des Malakoffiots soient pris en compte. Ils encourageront aussi la progression de la biodiversité dans les espaces verts publics, une plus forte intégration des circuits courts et du bio dans la restauration collective, et la mise en œuvre du plan local de prévention des déchets de Sud de Seine. À l’aise dans le contexte, nous participerons activement aux initiatives citoyennes pendant la Cop 21. ■



Mireille Mogueurou
Conseillère municipale, déléguée à la solidarité internationale
Parti socialiste de Malakoff
01 47 46 75 11/06 74 49 69 12
mmogueurou@ville-malakoff.fr
www.psmalakoff.net

Majorité municipale élus socialistes

L'accueil des réfugiés et solidarité internationale

“L a semaine de la solidarité internationale a lieu du 14 au 22 novembre 2015.

N’est-ce pas le moment idéal pour se sensibiliser à l’accueil des réfugiés ? Et pour se mobiliser tous ensemble ?

Après quelques semaines d’émois, la pression médiatique est retombée, les réfugiés annoncés ne sont pas encore arrivés à Malakoff. Pour autant, il ne s’agit pas de baisser les bras mais de les ouvrir à ces populations fragilisées qui, fuyant leur pays notamment pour des raisons politiques, ne tarderont pas à arriver chez nous.

Nous avons donc la chance de pouvoir organiser sans précipitation leur venue.

La réponse à ces flux migratoires n’est pas simple. Il ne peut y avoir de concurrence avec les publics défavorisés. De plus, la mobilisation doit être inconditionnelle : on ne choisit pas la provenance des migrants. Ce ne serait pas digne des valeurs portées par la République.

Il convient donc aujourd’hui de mettre en acte ces valeurs avec tous ceux qui souhaitent s’engager. La Ville a un rôle déterminant dans cette démarche qui nécessite un pilotage serré, de la méthode et une grande proximité. La démarche doit être coordonnée et solidement encadrée par des professionnels, car il n’est pas anodin de recevoir des réfugiés qui sont déracinés et qui ont besoin d’un accompagnement tant social qu’administratif.

À Malakoff a été organisée une première réunion avec les associations, les services de la Ville et les élus concernés sous la présidence du maire, mais il faut aller beaucoup plus loin.

L’accueil et l’inclusion des réfugiés constituent un défi à plusieurs composantes : chacun à sa façon (particulier ou association) peut s’impliquer en offrant un service : un cours de français, une aide aux devoirs, le partage d’un spectacle ou d’un sport, le prêt d’un vélo, la location d’un logement (il existe un dispositif particulier), ou en devenant bénévole d’une association, etc. Recensons toutes les idées et tenons-nous prêts.

En wolof, Teranga signifie hospitalité sénégalaise et terre d’accueil. Alors tous ensemble, faisons de Malakoff une Teranga. ■



Rodéric Aarsse

Adjoint au Maire en charge du Développement durable et de l'Aménagement numérique.
raarsse@ville-malakoff.fr



Frédérique Perrotte

Conseillère municipale
freda.perrotte@wanadoo.fr
www.malakoff-plurielle.fr



Ange Stéphane Tauthui

Conseiller municipal
07 53 78 74 00
06 22 71 07 24
stauthui@ville-malakoff.fr

**Majorité municipale
élus Europe Écologie – Les Verts**

Les Malakofiottes et les Malakoffiots ont besoin d'air

“L’

Île-de-France étouffe, nous voulons qu'elle respire!

Comme sur l'ensemble de l'Île-de-France, et plus particulièrement à proximité de Paris et de son périphérique, les niveaux moyens de pollution sont très élevés. On évoque le sujet lors des pics de pollution, mais c'est toute l'année que nous en subissons les impacts. Il n'y a que trois jours d'air pur par an à Malakoff!

Les conséquences sanitaires sont majeures, et les coûts induits en soins et en arrêts de travail sont exorbitants. La pollution de l'air nous concerne toutes et tous, que cela soit en déplacement, à son domicile, au travail ou encore pendant les loisirs de plein air. Actuellement, lors des pics de pollution ce sont les enfants, les asthmatiques et les personnes âgées qui sont contraints de rester à la maison, pas les voitures.

La pollution de l'air est aussi une inégalité sociale qui touche en premier les moins fortunés car habitant près des axes les plus pollués, car ayant à parcourir les plus grandes distances entre domicile et travail, car ayant le moins de possibilités de respirer un air de meilleure qualité le temps d'un week-end ou pendant des vacances.

À l'échelle de notre ville, nous pouvons commencer à trouver des solutions. Et si les villes voisines, les départements et la région s'y mettent aussi, nous pouvons reconquérir l'espace public et retrouver une qualité de vie au sein même de notre territoire. Sur Malakoff, nous avons engagé un PLU ambitieux qui vise à réduire la place de la voiture et à développer les déplacements doux. D'autres pistes existent: favoriser les plantes qui capturent les polluants, travailler avec les professionnels de la ville pour optimiser leur parc de véhicules, proposer de nombreuses alternatives à la voiture individuelle, endiguer le flot de véhicules qui utilisent Malakoff comme voies de dérivation en cas d'embouteillages sur les grands axes...

La pollution n'est pas une fatalité, c'est une urgence sanitaire, sociale et économique que nous pouvons combattre avec une volonté politique claire et volontariste. ■

«Tant qu'on peut encore respirer, après la pluie, sous un pommier, on peut encore vivre!»
Alexandre Issaïevitch Soljenitsyne

**Opposition municipale
Malakoff Plurielle, Collectif Gauche – Écologie – Centre**

Le droit des femmes à disposer de leur corps!

“A

u Conseil municipal du 7 octobre 2015, les élus ont voté à l'unanimité

une délibération permettant de passer une convention réglementaire avec l'hôpital Antoine-Béclère, afin de pratiquer des interruptions volontaires de grossesse médicamenteuses au sein des deux centres de santé de Malakoff.

Les élus Malakoff Plurielle soutiennent cette initiative qui favorise l'accès à l'IVG afin de réduire les inégalités sur notre territoire et s'opposent aux ingérences moralisatrices.

Dans le monde, une femme meurt toutes les huit minutes des conséquences d'un avortement clandestin. Ce chiffre est inacceptable et doit indigner les hommes comme les femmes du monde entier quelle que soit leur appartenance religieuse, sociale, politique...

Permettre l'accès à la contraception et à l'IVG est un devoir pour les municipalités et l'État afin que chaque femme puisse avoir l'information, le choix et la gratuité des soins dans des structures adaptées et de proximité. Or, force est de constater que ce droit n'est pas accessible pour toutes. En effet, il existe des inégalités sociales et territoriales qui peuvent entraîner des retards à la prise en charge et un dépassement du terme légal.

Le droit de décider, le droit à la santé sont des revendications légitimes. Dans ce contexte particulier, la construction de l'identité féminine se heurte souvent à une présence masculine qui continue à être patriarcale et à condamner les femmes.

Nous pensons qu'il faut, au sein des centres de santé, davantage de consultations de gynécologues, de sages-femmes et d'échographistes, dirigées aussi vers les populations les plus précaires et les futurs réfugiés. De plus, nous souhaitons que l'information faite aux jeunes sur la contraception et la sexualité, l'égalité entre les sexes et le respect mutuel, soit accentuée en milieu scolaire à Malakoff.

L'autonomie de la femme, son libre arbitre et l'exercice de ses droits sont les seuls arguments qui permettent un choix éclairé. ■

«N'oubliez pas qu'il suffira d'une crise politique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question. Vous devrez rester vigilantes votre vie durant!»

Simone de Beauvoir

**Opposition municipale
Le Malakoff Citoyen**

Les deals électoraux coulent la gestion de ville!

“L

es dotations de l'État ne sont pas des subventions: elles ne sont que les

compensations légitimes que l'État verse aux communes en contrepartie de la prise en charge par celles-ci de certaines de ses missions. Soyons honnêtes: tous les gouvernements ont eu tendance à minorer ces dotations. Mais l'actuel Gouvernement a dépassé toutes les mesures et c'est l'équilibre même des finances communales qui est désormais en jeu. D'où le cri d'alarme de tous les maires de France. Le Gouvernement justifie sa décision par la nécessité de lutter contre la dette publique. Louable attention, la lutte contre les déficits serait une bonne excuse si l'État montrait l'exemple en se réformant. Le redire régulièrement: les piétons sont prioritaires, la circulation est limitée en ville, les cyclistes peuvent rouler à double sens. La taille des usagers exprime les règles, à nous automobilistes d'être vigilants. Nous sommes informés que nous pouvons à tout moment rencontrer un cycliste, une famille avec des enfants. Nous sommes tous à un moment ou à un autre piéton, cycliste, automobiliste. Donc respectons-nous et nous vivrons mieux ensemble. L'élaboration du plan local d'urbanisme (PLU) demande beaucoup d'études, de réflexion, de concertation et d'analyse, surtout beaucoup de ressources financières. Ce nouveau document d'urbanisme va se substituer à un autre document, du fait que nous passons à un nouveau territoire. À ces difficultés s'ajoute l'opacité de la réforme territoriale de la Métropole du Grand Paris. À quelques mois de sa mise en route, nous n'avons aucun code territorial édité ou même des circulaires pour nous donner des informations. Quelles compétences iront au territoire, à la Métropole, à la Région? Qui du président de la Région ou de la Métropole aura le pouvoir de gestion? Pourquoi vouloir le mettre en place aussi vite? Nous savons déjà que les nouveaux territoires verront une hausse automatique de la fiscalité liée à l'alignement des différents taux. Cette strate supplémentaire dans le millefeuille administratif risque d'être source de coûts et surtout de chaos. La complexité des flux financiers entre la Métropole, les territoires qui se substituent aux Communautés d'agglomération, et les communes engendre dès maintenant un travail considérable et, à bien des égards, stérile. Il est regrettable que certains maires conçoivent que ce regroupement aurait dû se faire par couleur politique dans la Métropole, au lieu d'analyser et de proposer la conception d'un projet commun en faveur des populations. ■